

CENI-TOGO
NOUVEAU
RECENSEMENT
OCTOBRE 2018

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE
CENI-TOGO
NOUVEAU RECENSEMENT ELECTORAL

#ElectionsTg2018
Togolais, viens, bâtissons la cité !

www.lemedium.info

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0311 du 16 au 22 Octobre 2018- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE :

Jean-Pierre Fabre, un ressuscité made in PNP ^{P.3}



Jean-Pierre Fabre



Salifou Atchadam Tikpi

ECONOMIE/CONSOMMATION :



La plus forte baisse, "Salade verte locale (Laitue)" (-27,2%). ^{P.4}

Baisse de 0,4% du niveau général des prix en Septembre 2018

CEDEAO : Le réseau d'observation des élections plaide pour une gestion efficace des élections en Afrique de l'Ouest



Photo de famille des participants. ^{P.2&4}

CLIMAT DES AFFAIRES : 2032 titres fonciers créés de janvier à août 2018, en hausse de 55% ^{P.2}



Mme Sandra Ablamba Johnson de la Cellule Climat des Affaires

CIZO SÉLECTIONNÉ PAR LE CWA: 100.000 systèmes solaires domestiques hors réseau bientôt installés pour 20 à 25 millions d'euros ^{P.3}

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.

Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo

Mardi 16 Octobre 2018

Matin:

Ciel peu nuageux
24°C

Après-midi:

Orage
31°C

23 Nov 15ème Foire Internationale de LOME 2018
10 Déc. Foire de toutes les opportunités

THÈME: CHAÎNE DE VALEUR, VECTEUR DE PROGRÈS ÉCONOMIQUE

1000 EXPOSANTS
300 000 VISITEURS

facebook.com/cetef.tg
twitter.com/ceteflome
instagram.com/ceteflome
www.cetef.tg

EDITO

Offrir et vivre le pardon

La lecture de la vie socio politique de notre pays et surtout à l'analyse des comportements des citoyens, aigri à volonté d'un côté et sur la défensive de l'autre, il urge que les Togolais, nous tous donc, offrons le pardon à nos prochains. Tout en faisant ce geste d'amour et de foi, nous avons l'impérieux devoir de vivre en retour ce pardon.

Pourquoi nous en vouloir tant ? Pour des postes, des positionnements, des visées politiques et de domination de l'autre ? Pourquoi nous affaiblir en nous affrontant dans des stratégies qui frisent la gaminerie, des résultantes du diabolotin ? Pourquoi considérer toujours autrui comme l'autre-là qui ne veut pas mon bien et qu'il faut nécessairement écarter ? Allant parfois jusqu'à vouloir lui ôter la vie ? Pourquoi ? C'est la question que nous nous posons simplement.

Nous devons tous changer de comportements, de manières de voir et de vivre les choses. Les politiciens doivent changer leur façon d'agir et ne rien penser qu'au bien du Peuple, des Populations. On ne doit plus surfer sur la misère des populations, les engloûter dans des actions sans lendemains, incertaines pour dire qu'on fait de la politique, du radicalisme. Au même moment, on s'assure en tant que politicien adepte de la violence sous toutes ses formes et de la démagogie, qu'en cas de pépin, on sera à l'Occident ou au pays de Donald TRUMP. Tout en continuant de vociférer à l'occasion sur ses chaînes radios et télévisées qui ne veulent pas le développement de notre cher continent l'Afrique et qui malheureusement ne vivent que des tensions et des conflits dans nos pays respectifs. Car ce sont ces informations qui les intéressent. Ils nous cognent à loisir et nous nous y plaignons aveuglement. Triste réalité que celle des Africains qui croient qu'entre frères, rien n'est possible et que la meilleure des actions est de saboter la politique, les efforts de son prochain, adversaire politique pour se donner une certaine contenance. Contenance malheureusement triste.

Il nous faut, Togolais donc, offrir le pardon et surtout le vivre en retour. A quelques niveaux que ce soit. Dans nos familles, dans nos relations, dans nos corporations, sur nos lieux de travail, dans nos relations de tous les jours avec autrui. Créons des changements positifs autour de nous. C'est simple et facile. Essayons.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Rédaction :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Impression : ST Louis,

Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

CLIMAT DES AFFAIRES :

2032 titres fonciers créés de janvier à août 2018, en hausse de 55%

Sous l'impulsion des réformes portées par la Cellule climat des affaires et des dispositifs mis en place par l'Office togolais des recettes, environ 2032 titres fonciers ont été signés de janvier à août dernier contre 1304 à la même période en 2017.

Il s'agit d'une hausse de 55,8%, induite par la décision du top management du commissariat des impôts de signer désormais jusqu'à 100 titres et 150 plans parcellaires par semaine. Dans cette optique, du 1er au 13 septembre 2018, 126 titres fonciers ont été créés contre seulement 75 durant la même période un an plus tôt.



Mme Sandra Ablamba Johnson, Coordinatrice de la Cellule Climat des Affaires-Togo

Par ailleurs, d'importants efforts ont été observés dans la délivrance des actes post immatriculations dont les hypothèques et transfert de

propriété... Depuis juin, le commissaire des impôts, en sa qualité de conservateur de la propriété foncière et des

Hypothèques a délégué sa signature à Bali Komi, chef Division de la Conservation Foncière, en matière de délivrance des documents relatifs à toutes les opérations post-immatriculation. Une orientation visant à accélérer les procédures, optimiser les recettes et faciliter ainsi l'accès aux crédits bancaires pour le secteur privé.

Pour le commissariat des impôts, avec la mise en œuvre du nouveau code foncier voté le 05 juin dernier, combiné au renforcement des équipes du cadastre et de la conservation foncière, des progrès substantiels seront encore réalisés dans les jours à venir.

CEDEAO : Le réseau d'observation des élections plaide pour une gestion efficace des élections en Afrique de l'Ouest

Le réseau des commissions électorales de la CEDEAO (ECONEC) a appelé les organismes de gestion électorale (OGE) de la région à réévaluer le financement électoral afin de rendre le processus électoral plus efficace, tout en restant libre, juste et crédible.

Dans son allocution lors de l'ouverture d'un atelier d'experts à

Abuja hier lundi 15 octobre, afin de valider l'étude sur le coût de l'élection commandée par l'ECONEC, le Professeur Mahmood Yakubu, Président du conseil d'administration de l'ECONEC, a déclaré que la hausse des coûts des élections était devenue une cause sérieuse de préoccupation des commissions électorales.

"Une élection coûteuse qui



Les officiels lors de la rencontre

instaure un gouvernement qui manque de ressources pour répondre aux besoins des citoyens, sape la confiance des électeurs en particulier et du processus démocratique en général", a déclaré le professeur Yakubu, président du Commission électorale nationale indépendante (INEC), Nigéria.

Il a déclaré que l'étude financée par l'Agence allemande de développement international (GIZ) était fondée sur la nécessité de s'interroger sur les facteurs d'augmentation des dépenses électorales, en vue de formuler des recommandations réalistes pour rendre le coût plus abordable et le processus électoral plus inclusif et durable.

Il a remercié la Commission de la CEDEAO et leurs partenaires de développement pour leur soutien, tels que l'Open Society Initiative for West Africa, qui fournit un soutien financier et technique à l'ECONEC depuis sa création en 2008.

Le président de l'ECONEC a également remercié les autres partenaires de développement d'avoir soutenu les activités de l'ECONEC. Parmi ceux-ci, la GIZ, qui parraine l'atelier de validation, et l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA), ajoutant que le Centre européen de soutien électoral (ECES), coorganisé avec l'ECONEC et l'INEC, a été un at-

lier international couronné de succès.

S'exprimant au nom de la direction de la Commission de la CEDEAO, M. Remi Ajibewa, directeur des affaires politiques, a déclaré que, si les élections doivent être une question de souveraineté nationale, "la réalité est que, dans la plupart de nos pays, les budgets électoraux sont largement financés par les partenaires de développement." "Cette situation donne souvent lieu à des accusations d'ingérence étrangère dans la sélection de nos dirigeants", a-t-il déclaré, ajoutant: "C'est pour cette raison que le moment est venu de faire une pause et de réfléchir sérieusement aux moyens viables d'autofinancer nos élections sans compromettre la stabilité financière des générations futures."

Dans son message de bonne volonté, le représentant de la GIZ, Ludwig Kurchner, a noté que, même s'il peut exister "différentes manières de répartir le pouvoir politique, l'élection n'est peut-être pas la meilleure, mais qu'elle s'est avérée démocratique et plus rentable". Il a noté que le gouvernement allemand avait toujours soutenu la CEDEAO dans le domaine de la paix et de la sécurité et avait assuré que le partenariat se poursuivrait. M. Kurchner a exprimé l'espoir que les résultats de l'étude

TogoAssurance.com

TogoAssurance est un cabinet conseil en assurance et en stratégie d'entreprise.

Nous cherchons pour vous les meilleurs prix aux niveaux des assureurs en lisant bien vos contrats d'assurance pour éviter les pièges des contrats.

-Nous assistons les gens qui ont des problèmes avec leurs assureurs pour percevoir leurs primes.

-Nous assistons des sociétés dans la rédaction des contrats de business.

visiter notre site web www.togoassurance.com

TogoMac.com

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule,

AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement- apple@sogesti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès www.togomac.com

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07 www.sogesti.net ; info@sogesti.net

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois- www.togoannonce.com

Suite à la page 4

Politique : Jean-Pierre Fabre, un ressuscité made in PNP

Nous avons tous lu et écouté pour certains, les propos du sulfureux et suffisant chargé de Communication de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), le parti du Chef de file de l'opposition, Monsieur Jean-Pierre Fabre.

S'il est aujourd'hui un Chargé de communication d'un parti politique de l'opposition qui collectionne les gaffes politiques et irrite même au sein de sa formation politique, l'ANC, et de la classe politique togolaise de l'opposition, c'est bien Monsieur Eric Dupuy.

Ce dernier est un abonné aux déclarations intempestives, de guerre sans moyens efficaces. Un communicateur qui, volontairement sommes-nous tentés de dire, attire la foudre sur son parti et son Président.

Si nous transposons le sujet dans le monde artistique, nous dirons de lui assez facilement qu'il est un collectionneur, pas de tableaux d'arts, mais un excellent collectionneur de gaffes. Ses sorties médiatiques au lieu de fédérer autour de son patron, produisent l'effet contraire. Monsieur Eric Dupuy expose son Président Jean-Pierre Fabre que ne le défend, ne le protège contre hypocrisie et l'animosité de ses pairs politiques. Au lieu de servir son président, Monsieur Dupuy expose gravement et exécrationnellement le chef de file de l'opposition. Le ferait-il à dessein ?

Jean-Pierre Fabre est une réussite politique, un messi pour le Togo, dixit Eric Dupuy

Pour l'observateur ou l'analyste politique avisé et surtout impartial, l'actuel chef de file de l'opposition Monsieur Jean-Pierre Fabre est TOUT sauf le " messi " clamé par son chargé de communication.

Jean-Pierre Fabre n'est non plus une réussite politique comme le fend Monsieur Dupuy dans ses tentatives de remobilisation au tour de son patron.



Jean-Pierre Fabre



Salifou Atchadam Tikpi

En football, l'on parlerait simplement de Monsieur Fabre comme un " récupérateur ". Il n'est ni un défenseur ni un excellent attaquant politique.

Le chef de file de l'opposition et son parti sont spécialistes des récupérations politiques car ayant essayé à maintes reprises de jouer les rôles d'attaquant sans pour autant réussir. Jean-Pierre Fabre n'arrive pas à marquer des buts. Dans le jeu, il récupère et gâche toujours ensuite les occasions en or. Et c'est ce qu'il fait depuis l'appel à lui lancé par le président du PNP au lendemain du désordre politique du 19 août 2017.

En bon récupérateur, Monsieur Jean-Pierre Fabre a répondu favorablement à son petit frère Tikpi Atchadam qui par cette audace politique constituerait à l'occasion une réelle menace pour lui. Jouant à l'enfant

de chœur, le président de l'ANC et l'ensemble de son CAP 2015 n'avaient d'autres choix de récupérer l'action du PNP, car ayant échoué eux-mêmes dans la remobilisation quelques semaines auparavant. S'il est un regret que devrait avoir actuellement le Président du PNP, c'est d'avoir laissé le premier rôle à Jean-Pierre Fabre. Et ce ne sont pas les récents propos de Monsieur Eric Dupuy qui le démentiraient.

Aujourd'hui, le président de l'ANC ne saurait être défini comme une réussite politique ou comme un acteur politique qui fait trembler le régime en place. Monsieur Eric Dupuy a tout faux. En tenant ses propos sur les médias, le chargé de communication de l'ANC ne fait qu'exposer son Président et ses tares, ses insuffisances et ses échecs en politique. Que peut-on aujourd'hui mettre politiquement à l'actif

de Monsieur Jean-Pierre Fabre pour le qualifier de " Messi " ? Rien du tout car le leader de l'ANC, jugé sur ses actions politiques, est tout sauf une réussite politique.

Certes, Jean-Pierre Fabre excelle en organisation d'éternels marches sans succès. Il est trop bon en promesses politiques sans réelles concrétisations. Jean-Pierre Fabre est spécialiste de menaces politiques sans moyens d'actions et manquent cruellement de stratégies politiques. Jean-Pierre Fabre est simplement le président de l'ANC doublé de son titre de chef de file de l'opposition. Il n'a jamais fait trembler le régime politique en place car il a trop d'insuffisances et de non-dits en politique. L'inconséquence et l'amateurisme politiques sont son domaine de définition. Pour un acteur politique qui peut faire une chose et son contraire à la fois, peut-on parler de lui en terme de réussite politique, de " Messi " ou de quelqu'un qui pèserait politiquement sur le régime ?

Le culte de la personnalité qui prévaudrait à l'ANC et révélé au grand jour par la sortie médiatique de Monsieur Eric Dupuy, n'arrangera rien en l'ambiance qui serait à l'hypocrisie notoire et au jeu de dribbles malsains au sein de la Coalition des 14 Partis.

En somme, s'il est une prière quotidienne que devrait faire Jean-Pierre Fabre, c'est justement de remercier Tikpi Atchadam et le PNP pour sa résurrection politique offerte sur un plateau mais qu'il peine cependant à assumer.

Crédo TETTEH

CIZO sélectionné par le CWA: 100.000 systèmes solaires domestiques hors réseau bientôt installés pour 20 à 25 millions d'euros

100.000 systèmes solaires domestiques hors réseau seront bientôt installés au Togo pour 20 à 25 millions d'euros (13,119 à 16,398 milliards de FCFA), grâce à un soutien de l'Union européenne (UE) via la Banque africaine de développement (BAD) à travers le programme de financement Distributed Energy Service Companies (DESCO), a appris dimanche l'Agence Savoir News de source officielle.

Source : Savoir News

Cette action sera menée, le Togo ayant obtenu la sélection du projet CIZO parmi les initiatives modèles du Compact With Africa (CWA) du G20.

Selon le modèle du programme DESCO, il s'agira d'un mode de



financement innovant auquel participeront des banques locales afin de faciliter l'acquisition des matériels aux consommateurs finaux.

Avec cet appui, le Togo pourra développer davantage le secteur de l'énergie solaire dans lequel plu-

sieurs projets sont déjà mis en œuvre. Entre autres, on peut citer CIZO. Pour ce projet, l'État togolais a pour le moment retenu deux distributeurs: Soleva et la compagnie britannique BBOXX, spécialisés dans l'électrification solaire

décentralisée.

En rappel, CIZO est une initiative lancée en décembre 2017 par le Président de la République et financée à hauteur de 68 milliards de FCFA sur 5 ans, essentiellement par des capitaux privés. Sur cette période, 9.000 emplois dont 5.000 directs seront créés.

En effet dans le cadre du projet, l'État togolais a mis en place un réseau national d'agents de distribution de monnaie électronique pour la Poste, et créé cinq académies solaires régionales pour la formation de 2.500 techniciens.

Selon le gouvernement, 2 millions de Togolais auront accès à l'électricité et le taux d'électrification passera de 7% à 40% sur les cinq années à venir. La course pour un accès universel à l'électricité d'ici à 2030 est lancée.

Zozo

LES USA OFFRENT UNE "VELETTE RAPIDE" À LA MARINE TOGOLAISE

Les Etats-Unis d'Amérique ont offert jeudi, une " vedette rapide " à la marine togolaise, geste qui s'inscrit dans le cadre du programme de coopération militaire entre les USA et le Togo, a appris ce vendredi l'Agence Savoir News de source officielle.

Cette action des Etats-Unis, vise à assister les forces navales togolaises dans leur mission de protection et de dissuasion le long de la côte. Il s'agit d'une vedette rapide de classe Defender, encore appelée Respond Boat. C'est la 4e du genre offerte au Togo et il s'agit d'un don du programme Counterterrorism and Law Enforcement du Département d'Etat.

L'embarcation rapide a été remise à la Base Navale de Lomé en présence du Chef d'état-major général des Forces Armées Togolaises (FAT), du Chef d'état-major de la Marine Nationale Togolaise, du commandant de la Base Navale de Lomé, du Préfet Maritime, et de l'Ambassadeur des Etats-Unis David Gilmore.

Ce dernier a salué l'arrivée de cette vedette et affirmé que la Marine Nationale en fera bon usage dans sa lutte quotidienne contre les criminels de tout genre qui fréquentent la côte ouest africaine. Précisons que le Defender est un type de vedette standard lancée par la Garde côtière des Etats-Unis (U.S. Coast Guard) en 2002. Ces vedettes servent une variété de missions, y compris la recherche et le sauvetage, la sécurité des ports et des fonctions d'application de la loi, et remplacent tout une gamme de petites vedettes obsolètes.

Mesurant 13m et propulsée par trois moteurs hors-bord de 230 chevaux chacun, la vedette Defender sont capables d'atteindre des vitesses supérieures à 60 noeuds (100 km/h) avec une portée de 15 miles nautiques (25km).

Le bateau nécessite un équipage minimal de deux personnes, mais a une capacité de charge pour 10. Il peut être facilement embarqué à bord d'un avion Hercules C-130 ou d'un camion.

Une équipe d'instructeurs est à Lomé depuis le 10 octobre et forme les marins togolais aux notions de manœuvre et d'entretien des embarcations.

Source : @ Savoir News

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ MENTALE : LES ÉLÈVES DU COLLEGE NDA SENSIBILISENT SUR LA "SANTÉ MENTALE POSITIVE"

Les élèves du collège catholique Notre Dame des Apôtres (NDA) ont été sensibilisés ce mercredi sur la " santé mentale positive ", activité organisée par une équipe du centre de santé mentale (CSM) Paul Louis René, dans le cadre de la journée mondiale de la santé mentale, a constaté une journaliste de l'Agence Savoir News.

Thème retenu cette année pour la célébration de cette journée: " les jeunes et la santé mentale dans un monde en évolution ". Cette sensibilisation a été menée ensemble avec l'UIPOD (Union des jeunes pour le développement). La rencontre qui a regroupé et motivé des centaines d'élèves notamment ceux des classes d'examen, a permis à l'équipe du CSM, de mettre un accent particulier sur la santé mentale positive des jeunes.

Selon l'OMS, l'adolescence et les premières années de la vie adulte sont une période de la vie où de nombreux changements se produisent. Pour de nombreux jeunes, c'est une période stimulante mais qui peut cependant être aussi synonyme de stress et d'anxiété. Dans certains cas, s'ils ne sont pas reconnus et pris en charge, ces sentiments peuvent conduire à des troubles de la santé mentale.

Selon Sœur Brigitte Ekuboko (Directrice du collège NDA), lorsque le cerveau est en bonne santé, ça se ressent sur le rendement.

" Lorsque le cerveau a des perturbations, il y a des problèmes. Alors, il est important que les enfants apprennent quelque chose de l'hygiène mentale, afin de mieux entretenir leur cerveau et fuir tout ce qui peut les perturber. Même leur vie après les bancs nous interpelle, quand nous rencontrons tant de monde dans la rue. Et même par malheur, une ou deux fois, nous avons rencontré aussi nos anciens élèves dans la rue, comme des gens qui ont des troubles mentaux. Tout ça nous interpelle et quand des occasions comme celles-ci se présentent, on doit la saisir ", a-t-elle précisé.

Pour Sœur Marie Viviane Léni (Directrice du CSM Paul Louis René), la santé mentale est un état de bien-être qui permet à chaque individu de pouvoir travailler et se sentir utile à sa communauté, à sa société, à notre pays.

Source : @ Savoir News

LA SANTÉ MENTALE, C'EST NOTRE AFFAIRE À TOUS...

Trois communications ont marqué la journée: l'adolescence, la santé mentale positive, les facteurs qui influencent la santé mentale. Elles ont été suivies de causerie. Selon Dieudonné Kpjename (assistant médical au CSM), l'environnement et l'alimentation peuvent influencer notre santé. " Les médicaments de la rue ne sont pas contrôlés et peuvent également conduire à des addictions ".

Pour Clémence Zoghbi (Éducatrice spécialisée), la pratique du sport, de la relaxation, etc. nous permet d'évacuer le stress accumulé au quotidien.

" Pour les adolescents, les travaux domestiques, la préparation des examens... peuvent induire le stress. Il s'agit donc de s'organiser pour mieux le gérer, afin d'éviter le stress qui peut à la longue, endommager le cerveau ".

Zozo

LE DOING BUSINESS 2019 NE SERA PUBLIÉ QUE LE 31 OCTOBRE

La 16^e édition du rapport Doing Business (Doing Business 2019 ou DB 2019), sera lancée le 31 octobre prochain, affiche le site de la Banque mondiale.

L'année dernière, le Togo avait occupé la 156^e place, à l'échelle mondiale, sur 190 pays. Depuis, plusieurs réformes ont été amorcées dans le sens de l'amélioration de l'environnement des affaires, avec la mise en place d'un organe exclusivement dédié au climat des affaires, la Cellule climat des affaires. Sous l'impulsion de cette cellule, le Togo s'est donné les instruments idoines pour marquer sa progression dans le DB 2019, baromètre essentiel pour attirer les investisseurs privés, dans un contexte où le gouvernement ambitionne de faire du secteur privé, le moteur de la croissance économique.

Pour rappel, le Doing Business 2018 qui a été publié le 31 octobre 2017, avait pour thème principal : " Réformer pour créer des emplois ". Le DB 2019 qui traitera des réformes opérées en 2018, est " sous embargo " jusqu'au jour du lancement.

Source : @Togofirst

LES DIRIGEANTS DE PME/PMI DE KPALIMÉ MIEUX OUTILLÉS DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX FINANCES MENIS DE LEUR SECTEUR

Les dirigeants de PME/PMI de la ville de Kpalimé ont été mieux outillés vendredi, lors d'un atelier de vulgarisation du dispositif de soutien au financement des PME/PMI, initiative du Comité d'identification des Structures d'Appui et d'Engagement des PME/PMI (CISAE/PME/TC).

Cette rencontre a permis aux participants d'être informés de l'existence d'un dispositif de soutien aux financements des PME/PMI et des conditions à remplir pour avoir accès à financements.

En effet c'est un dispositif qui apporte une réponse appropriée à la problématique de l'accès des PME/PMI aux financements bancaires à travers les incitations offertes par la banque centrale aux établissements de crédit et une meilleure organisation de l'accompagnement de ces entreprises.

Son objectif est de créer un écosystème favorable aux PME/PMI, notamment à son financement, afin de permettre et de susciter la création de petites et moyennes entreprises performantes susceptibles d'augmenter la contribution de cette catégorie d'entreprises à la création de richesses et à la lutte contre la pauvreté et le chômage.

A travers une projection, le directeur de la Promotion du Secteur Privé et président du Comité d'identification des Structures d'Appui et d'Engagement des PME/PMI, M. Mensah Koffi Franck a rappelé aux dirigeants des PME/PMI que les PME/PMI (qui sont environ à 95% du fichier économique des pays), éprouvent des difficultés pour avoir accès aux crédits bancaires, alors que c'est elles qui créent beaucoup d'emplois, luttent contre la pauvreté et le chômage.

Il a précisé que c'est pour régler ce problème, que les chefs d'Etats et de gouvernement ont demandé à la BCEAO de mettre en place un dispositif susceptible d'alléger les conditions d'octroi du crédit.

M. Mensah Koffi Franck a ajouté qu'il est également noté des dysfonctionnements au niveau des PME/PMI.

Aussi est-il décidé le recrutement des structures d'appui et d'encadrement susceptibles d'aider les PME/PMI à renforcer leurs capacités afin de corriger les défaillances constatées en leur sein pour qu'elles soient performantes et lorsqu'elles vont présenter leur dossier de prêt au niveau des banques, que celles-ci soient rassurées et leur accorder facilement les crédits.

Mensah Koffi Franck a ajouté aussi que pour la mise en œuvre du dispositif PME/PMI, cinq acteurs sont appelés à intervenir. Il s'agit de l'Etat, les structures d'appui et d'encadrement, les établissements de crédits, la Banque centrale et le marché financier régional.

Dans son fonctionnement, ce dispositif s'adresse aux entreprises non financières qui obéissent aux caractéristiques suivantes. Elles doivent être une entreprise autonome, productrice de biens et ou services marchands, immatriculées au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier ou à tout autre registre équivalent en tenant lieu, avoir un chiffre d'affaires hors taxes annuel n'excédant pas un milliard de F.CFA, se conformer à l'obligation légale de produire des états financiers selon les dispositions en vigueur et être suivi par une structure d'appui et d'encadrement. Les banques étant associées à la mise en œuvre de ce dispositif, il est également demandé à l'Etat de faciliter le paiement des factures des PME/PMI a précisé M. Mensah.

Celui-ci a annoncé la désignation d'un point focal désigné au niveau du ministère de l'Economie et des Finances pour suivre les dossiers et les factures des PME/PMI pour faciliter le paiement à temps de ces PME/PMI des la livraison des produits.

Il a signalé qu'il y aura aussi un pourcentage des marchés publics qui leur sera réservé pour les aider à devenir plus performantes, plus dynamiques et plus compétitive et contribué ainsi au développement des politiques économiques du pays.

Source : @Savoir News

ECONOMIE/CONSOMMATION :

Baisse de 0,4% du niveau général des prix en Septembre 2018

Selon les indications de l'Institut national de la Statistique et des études économiques et démographiques (Inseed), le niveau général des prix à la consommation a connu, en septembre 2018, une baisse de 0,4% consécutive à celle de 1,0% observée le mois précédent.

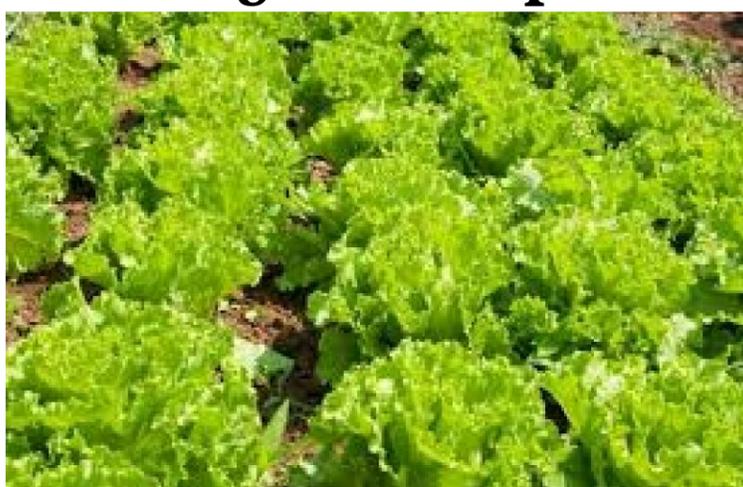
Cette baisse est essentiellement due au recul des prix de la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2,4%), suivie de la fonction de consommation "Communication" (-0,6%) et dans une moindre mesure aux fonctions de consommation "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-0,1%), "Loisirs et culture" (-0,4%) et "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (-0,1%). A l'opposé, les prix de la fonction de consommation "Transports" (+2,0%) suivie des fonctions de consommation "Articles d'habillement et chaussures" (+1,0%), "Biens et services divers" (+0,4%), "Santé" (+0,5%) et "Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+0,5%) ont enregistré une hausse.

Pour la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées", sa baisse est soutenue par les postes suivants : "Tubercules et plantain" (-19,8%); "Autres fruits frais" (-16,8%); "Poissons frais" (-10,5%); "Poissons et autres produits séchés ou fumés" (-1,5%); "Céréales non transformées" (-1,4%); "Légumes frais en feuilles" (-9,6%); "Agrumes" (-19,8%); "Autres produits à base de tubercules et de plantain" (-5,4%); "Légumes secs et oléagineux" (-2,1%); "Sucre" (-4,8%); "Boissons non alcoolisées artisanales" (-10,7%); "Autres matières grasses" (-9,3%) et "Pains" (-1,1%). La baisse observée au niveau de la fonction de consommation "Communication" est marquée principalement par celle du poste "Communication téléphonique" (-0,7%).

S'agissant de la fonction de consommation "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles", sa baisse est portée par le poste "Combustibles solides et autres" (-2,6%). Quant aux fonctions de consommation "Loisirs et culture" et "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer", elles sont respectivement influencées par les postes "Appareils de réception, enregistrement et reproduction Médicaments traditionnels" (-1,7%) et "Articles de ménage non durables" (-0,3%). Par ailleurs, pointe l'Institut national de la Statistique, la hausse des prix des postes "Carburants et lubrifiants" (+6,9%); "Transport routier de passagers" (+0,4%); de la fonction de consommation "Transport" a contribué fortement à amortir la baisse du niveau général.

Les plus fortes baisses

Parmi les produits qui ont enregistré une baisse, il y a : "Igname" (-20,8%); "Oranges locales" (-25,7%); "Akpala moumou (Chinchard frais)" (-6,6%); "Riz importé longs grains vendu au petit bol" (-3,5%); "Akpala (Chinchard) fumé" (-1,9%);



La plus forte baisse, "Salade verte locale (Laitue)" (-27,2%).

"Charbon de bois" (-2,9%); "Doèvi (Anchois) fumé" (-3,6%); "Salade verte locale (Laitue)" (-27,2%); "Banane plantain mûre" (-23,4%); "Mais séché en grains crus vendu au grand bol" (-1,1%); "Gboman" (-15,5%); "Bananes douces" (-9,0%); "Adémè" (-5,8%); "Gari (Farine de manioc)" (-8,1%); "Agbéli (Manioc frais)" (-15,2%); "Lanhoinhoin (Poisson salé fermenté)" (-5,8%); "Sucre raffiné en poudre" (-7,5%); "Tomates rondes (Pomme)" (-2,6%); "Pain en baguette" (-5,9%); "Tapioca petit grain" (-6,4%); "Haricots rouges secs" (-6,0%); "Chips" (-22,4%); "Riz local longs grains vendu au petit bol" (-8,5%); "Aglinvi moumou (Crabes frais)" (-7,3%); "Dècou (Noix de palme)" (-10,8%); "Doèvi (Anchois) séché" (-12,9%); "Appel Heure creuse Togocel" (-4,7%); "Doèvi frit" (-12,8%); "Jus de citron" (-9,0%); "Liha sucré" (-27,1%); "Appel Heure normale Togocel" (-4,9%); "Sésame" (-5,2%); "Frais de scolarité BTS, école supérieure privée" (-7,3%); "Appel Operateur 1" (-6,5%); "Pomme fruit" (-8,8%); "Poste téléviseur en couleurs (Samsung, Philipps)" (-3,6%); "Arachide décortiquée crue" (-2,8%); "Ananas frais" (-9,4%); "Sel de cuisine gros cristaux" (-4,9%); "Appel Zone 3(Togocel vers France)" (-5,9%); "Citrons" (-7,6%); "Agbélina (Manioc râpé)" (-2,3%); "Appel Operateur 2" (-5,7%); "Sucre raffiné en morceaux" (-2,5%); "Gingembre frais" (-11,7%); "Balai

traditionnel à tige" (-4,6%); "Pommes de terre" (-4,8%); "Jus de bissape" (-5,5%); "Gboyébessé (Piment vert)" (-2,8%); "Carpe frite à l'huile rouge" (-2,9%); "Tchitchinga - Viande de bœuf grillée" (-10,8%); "Ablo" (-3,9%); "Pintade locale vivante" (-5,2%); "Bazin ordinaire" (-1,7%); "Appel Zone 1 (Togocel vers Bénin)" (-6,1%); "Carottes" (-6,3%),

Les plus fortes hausses

Les produits ayant enregistré une hausse sont : "Oignon frais rond" (+26,8%); "Essence 'SUPER' dans les stations-services administrés" (+8,7%); "Gombos frais" (+18,9%); "Gas-oil ordinaire dans les stations-services administrés" (+8,7%); "Mélange 2 temps" (+6,8%); "Tissus polyester" (+4,9%); "Course en taxi ville" (+3,8%); "Cure dents" (+16,8%); "Tissu synthétique kaki importé" (+4,9%); "Pétrole lampant à la pompe" (+8,6%); "Saloumon fumé" (+3,3%); "Cossette de manioc" (+11,9%); "Adiadoè (Sardinelles fumées)" (+1,7%); "Poulet congelé importé" (+4,2%); "Riz importé brisé vendu au petit bol" (+1,0%); "Herbe Zangara pour paludisme" (+7,6%); "Piment rouge frais" (+2,1%); "Viande de bœuf avec os au kg" (+1,5%); "Bolou moumou (Crevettes fraîches)" (+19,8%); "Lait concentré non sucré en boîte (PEAK)" (+3,6%); "Essence super de rue" (+3,4%); "Frais annuel

de scolarité dans une école primaire privée" (+1,6%); "Consommation de sucrier dans un bar (Fanta, CocaCola)" (+2,3%); "Tchoukoutou local artisanal" (+7,4%); "Lait concentré sucré en boîte, importé (Bonnet bleu)" (+1,7%); "Essence mélange de rue" (+3,1%); "Coq vivant local" (+4,6%); "Eau gazeuse aux fruits (Cocktail de fruit)" (+3,8%); "Pain artisanal salé" (+4,3%); "Œuf frais de poule de race" (+2,1%); "Zomi (Huile de palme traditionnelle)" (+0,8%); "Bière locale ordinaire" (+1,6%); "Chemise en tissu pour dame" (+3,8%); "Fer à béton" (+2,4%); "Betterave" (+13,7%); "Haricots blancs secs" (+0,7%); "Confection tenue scolaire fille" (+4,9%); "Cola fraîche" (+17,9%); "Pain sucré artisanal sucré" (+1,7%); "Noix de Coco sec" (+7,1%); "Médicament contre les hémorroïdes" (+3,9%); "Sardine à l'huile végétale" (+1,5%); "Chemise adulte de soirée" (+1,2%); "Confection d'une chemise homme" (+3,1%); "Cacao avec du lait en poudre (MILO)" (+2,4%); "Bois de chauffe" (+9,2%); "Mawoè (Mais en pâte)" (+1,7%); "Piment rouge sec en poudre" (+12,0%); "Yaourt nature ordinaire" (+2,6%); "Feuille de haricot" (+23,2%); "Viande de bœuf sans os au kg" (+0,5%); "Huile d'Olive" (+2,0%) et "Eau gazeuse industrielle locale aux extraits de coca (Coca Cola)" (+1,8%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une hausse de 0,5%. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice "hors énergie, hors produits frais") a connu une hausse de 0,1%. Le niveau des prix des produits frais a enregistré une baisse de 3,1%.

Au regard de la provenance, les chiffres statistiques notent une baisse de 1,0% des prix des produits locaux. Du point de vue de la classification sectorielle, cette baisse est principalement due au recul des prix des produits du secteur primaire (-4,4%). Pour ce qui est de la durabilité, la baisse provient des produits non durables (-0,8%).

A suivre...

CEDEAO : Le réseau d'observation des élections plaide pour une gestion efficace des élections en Afrique de l'Ouest

Suite de la page 2

seraient utiles à la CEDEAO pour renforcer les processus électoraux et consolider la démocratie dans la région.

Dans le même esprit, Joseph Amena Guawon, représentant d'OSIWA, a déclaré que les interventions de l'organisation en Afrique de l'Ouest touchent à la fois la gouvernance politique et économique et les avancées, ainsi que la justice, l'égalité et les droits de l'homme. Il a exprimé la volonté d'OSIWA de poursuivre son partenariat avec la CEDEAO et le Conseil économique et social européen pour la prestation de programmes ayant un impact positif sur les citoyens de la communauté.



Photo de famille des participants

Donnant le ton aux délibérations, M. Francis Oke, Secrétaire permanent de l'ECONEC et chef de la Division de l'assistance électorale de la CEDEAO, a rappelé aux participants, y compris aux

trois consultants, que les parties prenantes attendent en Afrique et à l'étranger les résultats de l'étude comme guide pour les élections.

ECONOMIE/DEVELOPPEMENT :

21,3 Milliards pour le Projet de Transformation Agroalimentaire (PTA), l'adduction en eau potable et l'installation de kits solaires

La BOAD a mis à la disposition du Togo, un prêt d'un montant de 10 milliards de Fcfa pour la réalisation du Projet de Transformation Agroalimentaire du Togo (PTA-TOGO) ; ce projet a pour objet : (i) la mise en place de toutes les infrastructures de base de l'agroparc ; (ii) la construction de deux (02) barrages d'une capacité totale de 11,16 millions de mètres cubes ; (iii) la réalisation de 80 kilomètres de pistes rurales ; (iv) l'électrification du village de Broukou devant accueillir l'agroparc ; et (v) la mise en place de dix (10) centres de transformation agricole (CTA) ou centres d'agrégation.

Il est également prévu la mise en œuvre d'actions d'accompagnement et de mesures environnementales ainsi que le renforcement des capacités des populations et des institutions. Sa réalisation permettra d'opérationnaliser la nouvelle politique agricole du pays dans une approche concertée et décentralisée, et contribuera à la sécurité alimentaire ainsi qu'à la réduction de la pauvreté dans la zone d'intervention.

Selon le ministre de l'économie et des finances Sani Yaya, le PTA vise à favoriser une croissance agricole inclusive, créatrice d'emplois et réduisant les importations alimentaires grâce aux mesures d'incitation à la transformation des produits agricoles, l'investissement privé dans les filières de riz, maïs, soja, sésame, noix de cajou et poulet de chair.

10 milliards de prêts pour l'adduction en eau potable

Au ministère de l'économie et des finances, on indique que le projet d'alimentation en eau potable des centres semi-urbains, s'inscrit dans le programme d'alimentation en eau potable de 89 centres semi-urbains au Togo. Il s'agit des centres les moins couverts, avec un taux de couverture de 20% pour une moyenne nationale de 50%.



Echange de documents après la signature de l'accord de prêt.

Le projet porte sur la construction de trente-cinq (35) systèmes d'alimentation en eau potable desservant quarante-six (46) centres semi-urbains à travers la réalisation de : i) cinq (05) prises en rivière et quarante-huit (48) forages ; ii) trente-cinq (35) unités de traitement pour une production de 28 056 mètres cubes par jour d'eau potable ; iii) 369 459 mètres linéaires de canalisations d'adduction et de distribution d'eau potable ; et iv) trente-neuf (39) châteaux d'eau d'une capacité totale de 7 650 mètres cubes desservant 546 bornes fontaines et 700 branchements particuliers.

1,3 Milliards de don au Pradeb

Il faut noter aussi le projet d'hybridation de moteurs diesel des Plateformes Multifonctionnelles avec du système solaire, a pour objet, l'installation d'équipements solaires photovoltaïques sur les plateformes multifonctionnelles installées par le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRAD-DEB).

Ce projet est en cohérence avec le Système Transparent d'Allocation des Ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) 6 en faveur du Togo. Le don de 2,6 millions de dollars US, soit 1,3 milliards de FCFA, mobilisé auprès

du FEM et administré par la BOAD en sa qualité d'Agence de mise en œuvre dudit Fonds, vient atténuer et bonifier les externalités du Programme d'Appui au Développement à la Base (PRAD-DEB), un projet approuvé en 2012 par la BOAD pour un montant de 6 milliards de FCFA.

En cohérence avec la ratification de l'Accord de Paris sur les Changements Climatiques et l'Adoption des 17 Objectifs pour le Développement Durable par l'Etat togolais, la mise en œuvre de ce projet permettra : (i) d'accroître l'accès des populations de cinquante (50) villages du Togo à l'électricité et aux services énergétiques modernes propre grâce au développement et à l'utilisation des technologies de l'énergie solaire ; (ii) de former les acteurs des institutions nationales à la planification et à la mise en œuvre des projets d'énergie renouvelable pour l'irrigation et l'approvisionnement en eau potable ; (iii) de former les populations à la base dans les zones bénéficiaires à l'utilisation et à la maintenance des équipements solaires ; (iv) de créer une centaine de microentreprises rurales autour des plateformes ; et (v) d'éviter, d'ici 2035, l'émission de 4 019 099 Tonnes équivalent CO2 de Gaz à Effet de Serre (GES) liée à l'utilisa-

tion des énergies fossiles, contribuant ainsi à la mise en œuvre des engagements du Togo au titre des Contributions Nationales Déterminées (CDN) en matière de réduction des émissions des Gaz à effet de serre.

Le ministre de l'économie et des finances s'est réjoui du choix fait par la BOAD et le Fonds pour l'Environnement Mondial d'accompagner le Gouvernement togolais à travers le financement de ces projets. " La réalisation de ces projets s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) qui prend en compte le développement des secteurs sociaux, le capital humain, le développement à la base et de la jeunesse, la consolidation des bases de croissance économique et surtout la vulnérabilité des populations. Ces projets consolideront assurément les acquis pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), en l'occurrence : - assurer la sécurité alimentaire et une agriculture durable en éliminant la faim, en améliorant la nutrition et l'agriculture durable ; - assurer la gestion durable de l'eau pour tous en garantissant l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement tout en préservant une gestion durable des ressources en eau ; - fournir des services énergétiques fiables, durables et modernes " a dit Sani Yaya.

Selon le ministre, ces appuis permettront aussi de consolider toutes les actions précédemment engagées par le Gouvernement dans ces secteurs et contribueront à faire face aux nombreux défis auxquels fait face notre pays, notamment l'amélioration de la production agricole avec l'effectivité du Mécanisme de financement agricole (MIFA) lancé le 25 juin 2018 par le Chef de l'Etat SEM Faure Essozimna GNASSINGBE, afin de favoriser l'accès aux prêts bancaires par les agriculteurs.

Zozo

PAREC: AU CEG DE GBAMAKOPÉ, DES BÂTIMENTS REFAITS À NEUF ET ÉQUIPÉS

Les élèves du collège d'enseignement général de Gbamakopé (région Maritime) ont entamé la rentrée scolaire avec des bâtiments refaits à neuf et équipés, grâce au Projet d'appui à la réforme du collège (PAREC). Les nouvelles infrastructures ont été inaugurées jeudi par le ministre des Enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle Professeur Komi Paalamwé Tchakpélé et l'ambassadeur de France au Togo Marc Vizio.

Tout comme une trentaine de collèges publics des régions Maritime et des Plateaux, le CEG de Gbamakopé a bénéficié de nombreuses améliorations dans les conditions d'accueil des élèves. Au total huit nouvelles salles de classe équipées, 20 latrines individuelles, un forage, un bloc administratif dont une bibliothèque et un domaine réaménagé : les conditions sont réunies pour qu'enseignants et collégiens puissent travailler plus sereinement et s'épanouir au sein de la communauté scolaire, conformément aux objectifs du PAREC.

Le projet PAREC est financé par une subvention de l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de 8 millions d'euros (plus de 5,247 milliards de F.CFA).

"La jeunesse du Togo, c'est la force du pays, le moteur principal de son développement mais elle ne restera une force qu'à condition de pouvoir offrir à tous, garçons et filles, quelle que soit son origine sociale ou géographique, une éducation adaptée aux capacités de chacun et aux défis du monde de demain", a souligné l'Ambassadeur de France au Togo.

"Face à ces besoins, le projet PAREC, financé par une subvention de l'AFD à hauteur de 8 millions d'euros a permis de construire au total 160 salles de classe dans trente collèges des régions Maritime et des Plateaux, mais aussi de former plus de 3.000 enseignants, inspecteurs et directeurs d'établissement, et à impliquer davantage les communautés dans la gestion des collèges qui accueillent leurs enfants", a précisé Marc Vizio.

"Les ONG Aide et Action et Plan International Togo ont œuvré auprès de plus de 300 communautés - soit l'intégralité des CEG de ces deux régions - pour rappeler l'importance de la scolarisation pendant dix ans, et notamment celle des filles", a-t-il indiqué.

"Alors que le projet PAREC s'achève à la fin de l'année, les réalisations que vous voyez aujourd'hui sont à la fois le fruit d'une forte volonté politique et des efforts au quotidien des acteurs de terrain, de la direction régionale de l'éducation au personnel éducatif, mais aussi de la société civile aux élèves et à leurs parents. Les défis néanmoins demeurent et appellent des actions immédiates. C'est pour cette raison qu'un PAREC II est d'ores et déjà en préparation avec le ministère des enseignements primaire et secondaire: cette seconde phase viendra consolider les résultats obtenus et étendre les actions en faveur de l'accès, de la qualité et de l'équité au collège", a ajouté le diplomate français.

En rappel, l'AFD est la banque française de développement. Publique et solidaire, elle s'engage sur des projets qui améliorent concrètement le quotidien des populations, dans les pays en développement émergents et l'Outre-mer.

Source : @Savoir News

AKPALIMÉ: LES MAIRES DU TOGO ENTRETENUS SUR LEURS ENGAGEMENTS EN FAVEUR D'UNE "BUDGÉTISATION SENSIBLE" AUX ENFANTS ET JEUNES

Les présidents des délégations spéciales des communes du Togo, membres de l'Union des Communes du Togo (UCT) ont été entretenus sur leur engagement en faveur d'une budgétisation sensible aux droits des enfants et jeunes et sur le commentaire N°19 du comité des droits de l'enfant relatif à la budgétisation, lors d'un atelier d'échanges de deux jours qui a pris fin vendredi à Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé), a constaté le correspondant de l'Agence Savoir News.

Initié par le Réseau de Lutte contre la Traite des Enfants ou des Êtres humains au Togo (RELUTE), cette rencontre d'échange s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet "suivi des droits de l'Enfant et redevabilité de l'Etat".

Elle a reçu l'appui financier de l'ONG Plan International. L'objectif est d'amener l'UCT à s'impliquer davantage dans cette problématique en harmonisant les données au point d'arriver à inscrire dans les budgets de chaque commune du Togo, une ligne dédiée à la protection des enfants du Togo.

Il s'agit d'informer les présidents des délégations spéciales des communes du Togo, du contenu du commentaire N°19 du comité des droits de l'enfant relatif à la budgétisation en faveur des enfants et jeunes, d'échanger avec eux sur le rôle de l'Union des Communes du Togo (UCT) pour une budgétisation sensible à la protection de l'enfant et des jeunes. La rencontre vise aussi à amener l'UCT à disposer d'une feuille de route pour consolider et améliorer le budget des maires en faveur de la protection des enfants et des jeunes. Il faudrait aussi que l'UCT s'engage à sensibiliser chaque mairie à créer dans son budget une ligne spécifique "protection de l'enfant".

Au cours des deux jours de travaux, les participants ont débattu des sujets portant sur la protection de l'enfant et jeunes, les principes fondamentaux des droits de l'enfant et le commentaire N°19 du comité des droits de l'enfant relatif à la budgétisation en faveur des enfants et jeunes, partenariat société civile-UCT et les actions de l'UCT en faveur des enfants et jeunes.

Source : @Savoir News

Un nouveau central thermique de 65 MW

Un décret adopté par le conseil des ministres autorise la signature de la convention de concession pour le design, le financement, la construction, la mise en service, l'exploitation, la maintenance et le transfert en fin de concession de la centrale thermique de 65 MW tri-fuel par la société ERANOVE. La sécurisation de l'approvisionnement en énergie électrique de qualité et à un coût abordable est un pilier essentiel de la croissance économique. Il constitue en ce sens un véritable maillon dans le développement.

Malgré les efforts dans le secteur, le Gouvernement continue d'importer l'énergie électrique, d'où la nécessité d'accroître notre propre capacité en construisant une nouvelle centrale. C'est à cette fin que le Gouvernement a accepté de disposer d'une nouvelle centrale de 65 MW

sur le site de Lomé port.

Après un dialogue compétitif lancé en janvier 2018, la société ERANOVE a été retenue. La construction de cette centrale portera la capacité de production propre du pays à 193 MW.

Selon les informations obtenues par le site d'information économique Togo First, le gouvernement souhaiterait que cette troisième centrale soit alimentée au gaz naturel liquéfié (GNL), plutôt qu'au fuel, plus coûteux et moins écologique. Lomé accélérerait avec Malabo des discussions pour la livraison de GNL équato-guinéen sur sa plateforme portuaire. Une fois acheminé et regazéifié, une partie de ce gaz servira à faire tourner la centrale, le reste, desservira les pays de l'hinterland.

Rappelons que le choix d'Eranove a été le fruit d'un long processus, amorcé en janvier dernier, où un appel à concurrence lancé par le gou-



Une centrale thermique (Archives)

vernement togolais, avait vu la participation de quatre sociétés à un dialogue compétitif. " L'Allemand Siemens qui s'est engagé à installer les équipements et à laisser l'exploitation à l'Ivoirien Eranove, le Turc Aksa et l'Italien Ascot. ", confiait Marc Aply-Bidamon, le ministre de

l'énergie à Togo First, dans une interview.

A l'issue d'un premier examen, les deux meilleures offres étaient celles du couple Siemens-Eranove et d'Aksa, précisait le ministre. Le géant allemand devrait donc accompagner Eranove, sur ce projet.

6 Actualité

Zozo

SPORT/ BOXE : PLUS DE PLACE AUX ENVAHISSEURS NI AUX INTRUS !



Les acteurs de la boxe se sont retrouvés devant la grande salle de cinéma canal Olympia pour une marche rapide afin de montrer au monde sportif, particulièrement aux amoureux de la boxe pour leur dire que la boxe est toujours vivante au Togo. Ils étaient une centaine à prendre part à la marche à travers certaines artères de la capitale pour marquer leurs présences, et dire aux fanatiques que la boxe n'est pas morte au Togo.

Pour le porte-parole des acteurs de la boxe togolaise " nous avons organisé cette manifestation pour montrer au peuple togolais, au monde sportif, à nos autorités que la boxe n'est pas encore morte au Togo comme le dise certains. Nous les acteurs de la boxe, nous nous sommes levés ce matin pour faire une marche, de petites foulées en course et venir dire à nos spectateurs, à nos sympathisants que la boxe n'est pas morte. Bientôt, nous allons mettre le train sur les rails pour faire émerger de petits boxeurs " a laissé entendre Mensan Langan.

Ce n'est un secret pour personne que la boxe est à l'agonie dans notre pays. Concernant les difficultés, M. Langan dit " Aujourd'hui, la boxe traverse une période critique, toute suite après le congrès de 19 août 2017, on a eu une équipe en place. Cette équipe n'a même pas eu une seule réunion sur le plan continental entre les acteurs, les entraîneurs, les présidents des clubs, ni les arbitres. L'équipe a passé dix mois sans aucune compétition c'est la raison pour laquelle les gens pensent que la boxe est morte. Il faut que les autorités nous fassent main tendu pour que nous remontions la boxe togolaise à l'échelle mondiale " a-t-il ajouté. Pour ces acteurs, ils sont plus prêts à laisser la boxe aux envahisseurs ni aux intrus qui viennent s'enrichir au dos de la boxe. Ils pensent que désormais, la boxe doit revenir aux vrais acteurs de la boxe.

Dodo ABALO

TOUS À L'ÉCOLE
le prêt pour payer l'école de vos enfants

BOA accompagne la scolarité de vos enfants

BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

www.boa.togo.com

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

LES PRIX BAISSENT

Les carnets de factures normalisées
avec TVA / sans TVA

~~3 000 FCFA~~ **1 500 FCFA**

La planche de vignettes

~~10 800 FCFA~~ **2 700 FCFA**

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE **CENI-TOGO**



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

**NOUVEAU RECENSEMENT
ELECTORAL**



Du **1er** au **8 octobre 2018** : **ZONE 1**
Du **17** au **24 octobre 2018** : **ZONE 2**



**Jeune
de 18 ans
ta voix compte**



**Va chercher
ta carte
d'électeur**

#ElectionsTg2018

Togolais, viens, bâtissons la cité !

annonce



VOTRE
AGENCE AGOE
EST DESORMAIS
OUVERTE



Horaire d'ouverture

Du lundi au vendredi de 7h45min à 17h30min
Le samedi de 8h30min à 14h00

Carrefour Adidoadin après l'ancien site de CECO BTP juxtaposé à ESIBA
en allant vers Agoe Assiyéyé coté droit.

Tél : +228 22 20 82 82 - Mail : corisbank-tg@coris-bank.com

La Banque Autrement
www.coris-bank.com

